



Paris, le 12 septembre 2022

N°115

COMMUNIQUE DE PRESSE

Bruno Le Maire et Jean-Noël Barrot réaffirment la stratégie nationale pour le Cloud et annoncent de nouveaux dispositifs en faveur du secteur

Pour l'Europe et pour la France, le cloud constitue un potentiel économique indéniable dont le chiffre d'affaires représentera plus de 560 Milliards€ en Europe, en 2030¹.

Au-delà de cet impératif économique, le cloud constitue un pilier majeur de la souveraineté politique et numérique et de l'autonomie stratégique de la France. En effet, la protection des données est une préoccupation importante pour nos citoyens, synonyme de liberté et vecteur de notre indépendance vis-à-vis du reste du monde.

Bruno Le Maire et Jean-Noël Barrot renouvellent aujourd'hui leur ambition numérique et leur soutien à l'écosystème du cloud, enjeu-clé de la transformation numérique de nos entreprises et de notre administration.

Afin de relever les défis en matière de souveraineté économique et technologique et de protection de données, le Gouvernement a lancé, le 17 mai 2021, une stratégie nationale pour le cloud, dont l'ambition repose sur **trois piliers** :

- le visa SecNumCloud qui garantit un **niveau de protection élevé pour les données particulièrement sensibles** ;
- la doctrine « cloud au Centre » comme **levier prioritaire de la transformation numérique des administrations** ;
- la stratégie d'accélération cloud, dans le cadre de France 2030, dotée de **1,8 Md€, dont 667 M€ de financement public, 680 M€ de cofinancements privés et 444 M€ de financements européens**

¹ D'après le cabinet KPMG dans une étude parue en 2021.

Cette stratégie nationale engrange des premiers résultats concrets.

Le premier bilan est positif : le **renforcement du visa SecNumCloud est d'ores-et-déjà un succès** parmi les fournisseurs avec **7 offres qualifiées**, portées par Cloud Temple, OVHCloud, Oodrive, Outscale et Worldline. En conséquence, les administrations ont doublé leur volume de marchés passés avec des offres SecNumCloud.

De plus, dans le cadre de la stratégie d'accélération cloud prévue dans France 2030, **une vingtaine de projets innovants et à forte valeur ajoutée sont déjà financés pour 380 M€.**

Néanmoins, il convient d'aller encore plus loin.

A l'occasion de leur déplacement à Strasbourg, pour l'inauguration du data center d'OVHCloud, Bruno Le Maire et Jean-Noël Barrot ont présenté les cinq mesures suivantes :

1. Un accompagnement vers l'obtention du visa SecNumCloud pour nos PME

L'**obtention du visa SecNumCloud constitue**, pour certains acteurs du cloud, un processus long, complexe et coûteux, et donc **un frein que le gouvernement entend lever.**

L'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) va mettre en œuvre un **dispositif d'accompagnement à la qualification**, de 2,5 millions d'euros, qui s'adressera aux **startups** et aux **PME** qui proposent des services en PaaS / SaaS (*platform as a service / software as a service*) pouvant contribuer à la modernisation et à la résilience des entreprises et des administrations.

2. Le renforcement et la clarification de la doctrine afin de mieux accompagner la transformation numérique de nos administrations

La numérisation de nos administrations et de nos services dans un cadre de confiance est une priorité politique de premier plan. Afin de renforcer la protection des acteurs économiques, **le gouvernement procédera à une clarification de la notion des données particulièrement sensibles.** Les acheteurs publics et privés seront ainsi mieux orientés vers l'utilisation ou non d'offres certifiées SecNumCloud. Les entreprises, en particulier les plus stratégiques d'entre elles, sont invitées à se saisir rapidement de cet outil indispensable pour la sécurité de leurs données. De plus, pour accompagner les administrations dans leur migration vers le Cloud et accélérer cette transformation impérieuse, **une mission d'appui sera lancée et pilotée par la Direction interministérielle du numérique.**

3. Un cadre réglementaire ambitieux à l'échelle de l'Union européenne est indispensable à la construction d'une souveraineté numérique à la hauteur des mutations technologiques que nous traversons

- **Par un schéma européen de cyber sécurité pour le cloud harmonisé et ambitieux :**

Le gouvernement souhaite la réussite des négociations européennes visant l'instauration d'un schéma européen harmonisé de certification de cyber sécurité pour les services de cloud. La prise en compte du besoin impératif de **protection et de transparence vis-à-vis des législations non-européennes à portée extraterritoriale** (autrement dit le transfert de nos données à l'étranger) au niveau le plus élevé est aujourd'hui un facteur clé pour la réussite de ce schéma.

- **Par un règlement sur les données (« Data Act ») permettant de rééquilibrer le marché du cloud :**

Le **projet de règlement sur les données**, porté par le Commissaire européen Thierry Breton, dont le gouvernement salue l'initiative, doit notamment aboutir à la mise en œuvre de dispositions ambitieuses qui permettront de **rééquilibrer le marché du cloud aujourd'hui largement dominé par un trio d'acteurs non-européens**.

4. La nécessité pour la Commission européenne de valider dès que possible le Projet Important d'Intérêt Européen Commun (PIIEC)² Cloud, un projet européen d'envergure de 5 Mds€ pour que le Cloud de demain soit inventé en Europe

Près de 60 projets impliquant 180 entreprises européennes (dont notamment Amadeus, Atos, Orange et OVHCloud en France) issues de douze Etats membres de l'Union³ ont uni leurs forces pour **inventer la prochaine génération de services de cloud et de Edge Computing**. Ils travaillent depuis près de deux ans à l'élaboration de ce grand projet européen dont l'**enveloppe totale d'investissement est estimée à 5 Mds€** (co-financement public/privé).

Le PIIEC Cloud représente une **politique ambitieuse de soutien industriel à l'innovation dans le cloud** et contribue à l'atteinte de la **souveraineté technologique** et à la réalisation de la **transition numérique et écologique de l'Europe**.

Le Gouvernement réaffirme son attachement à ce que ce projet soit adopté dans les tous prochains mois.

5. La préfiguration d'un Comité stratégie de filière « numérique de confiance » confiée à Michel Paulin pour améliorer le dialogue entre l'Etat et l'écosystème

Afin de répondre à la demande des acteurs du numérique de confiance, **les ministres annoncent la création d'un nouveau Comité stratégique de filière (CSF) « numérique de confiance »**. Cette enceinte commune d'échanges avec l'Etat encouragera la coopération et participera à l'émergence d'une offre française compétitive dans les prochaines années. Michel Paulin, DG d'OVHCloud, est chargé de faire aux ministres, sous 6 mois, une proposition sur la composition, la gouvernance et les objectifs de ce nouveau CSF, en veillant à la bonne articulation avec les CSF existants (Industries de sécurité et Industrie du futur notamment).

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique :

« Avec Jean-Noël Barrot nous portons une ambition forte pour la construction d'une souveraineté numérique française et européenne. Nous construisons une industrie souveraine du cloud afin de faire de la France et de l'Union européenne le fer de lance de l'innovation numérique dans les décennies à venir. Pendant la présidence française du Conseil de l'Union

² Projet Important d'Intérêt Européen Commun

³ Allemagne, Belgique, Espagne, France, Hongrie, Italie, Lettonie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Slovaquie et République Tchèque

européenne, de nombreux dossiers en matière de numérique ont abouti. Je pense notamment aux règlements DSA et DMA. La France continue d'être pleinement engagée dans l'adoption de nouveaux textes comme le Data Act et EUCS. Nous défendons des positions ambitieuses afin de bâtir un cadre réglementaire ouvert, juste et propice à la concurrence et à l'innovation ».

Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de la Transition numérique et des Télécommunications :

« Le cloud est un moteur incontournable d'innovation et de croissance qui soutient la transformation numérique de nos entreprises et de nos administrations. Aujourd'hui, le gouvernement renouvelle son ambition numérique et son soutien à un écosystème du cloud audacieux. Nous sommes convaincus qu'il contribuera fortement à garantir notre souveraineté et notre autonomie stratégique. En cela avec Bruno Le Maire nous salvons, aujourd'hui, l'ouverture du nouveau data center d'OVHCloud, acteur français de premier plan».

Contacts presse :

Cabinet de Bruno Le Maire 01 53 18 41 13 presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr

Cabinet de Jean-Noël Barrot 01 53 18 44 17 presse@numerique.gouv.fr